

Le Monde, 13.01.2010

Déroute de la taxe carbone : faisons place aux vraies solutions

By Bjørn Lomborg, Copenhagen Consensus Center

Suite à la fracassante décision du Conseil Constitutionnel sur la proposition de loi du président Sarkozy sur la taxe carbone, le gouvernement n'a pas chômé pour afficher son désir de la faire passer. Il a affirmé qu'il reviendrait à la charge avec une nouvelle version du projet qui serait acceptée. La France veut être "un leader dans le combat contre le réchauffement climatique", a déclaré un porte-parole du gouvernement. Certes, c'est une aspiration plus que noble. Mais pour faire de ce rêve une réalité, encore faudrait-il arrêter de légiférer, ou mieux, abandonner entièrement ce concept.

Tenter d'arrêter le réchauffement climatique en appliquant des taxes draconiennes sur les émissions de carbone revient à mettre le feu à sa maison pour se débarrasser d'une infestation de souris. C'est une solution qui, au final, coûte bien plus cher que le problème initial.

Regardons de plus près les chiffres. La proposition originale du président Sarkozy voulait taxer 17 euros par tonne de carbone émis. Pour les consommateurs, cela voudrait dire augmenter le prix de l'essence à près de 4 centimes par litre. Et qu'aurions-nous pour cette somme ? D'après le consensus d'économistes climatiques, si nous ne prenons aucune mesure pour contrer le réchauffement climatique, nous aurons 5 euros de dégâts par tonne de carbone émis. Ce qui voudrait dire que la proposition de loi de Sarkozy nous ferait dépenser 17 euros pour en sauver 5 euros.

Qui plus est, si le gouvernement souhaite réellement tenir ses promesses, et limiter la hausse de température à seulement deux degrés Celsius, il devra commencer par appliquer une taxe bien plus élevée, ensuite faire en sorte que le monde entier la suive, pour finir par augmenter cette même taxe drastiquement jusqu'à la fin de ce siècle. Une étude récente d'un l'économiste climatique, le professeur Richard Tol, pour le Centre de consensus de Copenhague, a démontré que seule une taxe de 71 euros par tonne pour commencer (ou bien 12 centimes par litre d'essence) suffirait pour contrer le réchauffement climatique. Cette même taxe devrait ensuite s'élever à 2,800 euros par tonne (donc 6,62 euros par litre d'essence) d'ici à la fin du siècle. En tout, cela coûterait au monde entier la somme phénoménale de 28 000 milliards d'euros par an.

Bien évidemment, en augmentant les prix de fiouls émettant des émissions de carbone, nous serions encouragés à nous tourner vers des alternatives moins polluantes. Mais quelles alternatives ? Certes, il y a beaucoup de technologies "vertes" prometteuses à l'horizon ; cependant, le fait est qu'à l'heure actuelle elles ne pourront fournir qu'une petite fraction du poids d'énergie consommé par la France.

Même le réseau célèbre d'EDF et de ses centrales nucléaires a ses limites. Le fait est que la France a besoin de charbon, de pétrole et de gaz naturel pour plus de la moitié d'énergie utilisée. Et pas une seule personne ne pourrait croire qu'il existe un moyen de changer cette situation rapidement sans grande conséquence pour l'économie. Le gouvernement Sarkozy semble reconnaître cette réalité, puisqu'il a exempté les entreprises et centrales de sa proposition de loi, alors que celles-ci représentent plus de 93 % d'émissions industrielles. Manifestement, le gouvernement est inquiet – pour des raisons valables – de ce qui pourrait arriver à l'économie si, soudainement, toutes les industries françaises devaient payer des taxes d'énergies astronomiques.

Ironiquement, c'est la prudence même du gouvernement qui le conduit à l'annulation du projet de loi. D'après le Conseil constitutionnel, un nombre important d'exemptions a non seulement créé "une violation sur le principe d'égalité de la taxe", mais va "à l'encontre du but, qui est de contrer le réchauffement climatique." Sur cette base, il a rejeté cette proposition de loi.

Etrangement, le Conseil a fait le bon choix pour les mauvaises raisons. Même sans les exemptions, l'idée de taxer lourdement les émissions de carbone est inefficace pour arrêter le réchauffement climatique. Ce dont la France – et le monde – a besoin sont des énergies vertes plus pratiques et à prix abordables, et non pas du fioul hors de prix. Il n'y a qu'une seule manière d'obtenir cela : nous devons augmenter de façon radicale le montant dépensé pour la recherche et le développement d'énergies propres.

Imaginez ce que nous pourrions accomplir si, au lieu d'essayer de forcer la main à une planète qui obtient 80 % de son énergie du charbon, les leaders du monde entier décidaient de consacrer juste 0,2 % du PIB mondial – environ 70 milliards d'euros par an – à la recherche et au développement d'énergies alternatives. Cela pourrait changer la donne, et nous amener à des avancements technologiques qui nous feront profiter d'une énergie propre moins chère et nous mener vers un avenir sans émissions de carbone.

Dépenser 17 euros ou plus pour éviter 5 euros de dégâts n'a pas de sens. Cela devient complètement illogique lorsque l'on sait que dépenser le même montant pour la recherche d'énergies alternatives éviterait 187 euros de dégâts, ce qui n'est pas une exagération. Une étude par l'économiste climatique Chris Green pour le Centre de consensus de Copenhague a montré que pour chaque euro investi dans la recherche, nous pouvons nous attendre à une amélioration de 11 euros.

Dix-huit ans après le Sommet de la Terre à Rio, en 1992, la campagne internationale pour contrer le réchauffement climatique a été dominée par une idée fixe : l'unique solution est de réduire nos émissions de carbone drastiquement. Le président Sarkozy est un des nombreux leaders politiques favorables à cette idée. Mais il est peut-être temps que lui et ses homologues de par le monde passent aux actes.

Pour sérieusement contrer le réchauffement climatique, nous devons agir pour faire le bien – au lieu de légiférer et prendre des postures morales illusoires.

Bjorn Lomborg est "environnementaliste sceptique", directeur du Copenhagen Consensus Center, ancien directeur de l'Institut danois d'évaluation de l'environnement.